PacifiCan

2025-2026

États financiers (non audités)

Pour l’exercice terminé le 31 mars 2026

Pacific Economic Development Canada
Développement économique Canada pour le Pacifique
Canada

Nº de cat. : Iu97-1/4F-PDF
ISSN : 2818-5749

Sauf indication contraire, il est interdit de reproduire le contenu de cette publication, en tout ou en partie, à des fins de redistribution commerciale sans l'autorisation écrite préalable de l'administrateur des droits d'auteur de PacifiCan. Pour obtenir l'autorisation de reproduire des documents du gouvernement du Canada à des fins commerciales, demandez l'affranchissement du droit d'auteur de la Couronne en communiquant avec :

PacifiCan
500 – 13401 108 Ave
Surrey (Colombie-Britannique) V3T 5T4

SCT© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada.

Also available in English.

Développement économique Canada pour le Pacifique

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne des rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2026 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de Développement économique Canada pour le Pacifique (PacifiCan). Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement du Canada, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction et tiennent compte de l'importance relative. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de PacifiCan. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des Comptes publics du Canada et figurant dans le *Rapport sur les résultats ministériels* de PacifiCan concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de PacifiCan soient au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système de CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires. Une évaluation fondée sur les risques du système de CIRF pour l'exercice terminé le 31 mars 2026 a été réalisée conformément à la Politique sur la gestion financière du Conseil du Trésor, et ses résultats ainsi que les plans d'action qui en découlent sont résumés en annexe.

Les états financiers de PacifiCan n'ont pas fait l'objet d'un audit.

Naina Sloan, présidente
Vancouver (Canada)

Date

Mona Luke, dirigeante principale des finances

Date

Développement économique Canada pour le Pacifique

État de la situation financière (*non audité*)

au 31 mars

(en dollars)

	2026	2025
Passifs		
Comptes créditeurs et charges à payer (note 4)	125 081 940 $	53 178 198 $
Indemnités de vacances et congés compensatoires	1 564 250	1 349 043
Avantages sociaux futurs (note 6)	398 505	382 523
Total du passif brut	**127 044 695**	**54 909 764**
Total du passif net	**127 044 695**	**54 909 764**
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	124 361 890	53 120 318
Comptes débiteurs et avances (note 7)	278 415	97 029
Prêts (note 8)	114 711 925	43 403 744
Total des actifs financiers bruts	**239 352 230**	**96 621 091**
Actifs financiers détenus au nom du gouvernement		
Prêts (note 8)	(114 711 925)	(43 403 744)
Total des actifs financiers détenus au nom du gouvernement	**(114 711 925)**	**(43 403 744)**
Total des actifs financiers nets	**124 640 305**	**53 217 347**
Dette nette du Ministère	**2 404 390**	**1 692 417**
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	52 906	24 536
Immobilisations corporelles (note 10)	15 649	0
Total des actifs non financiers	**68 555**	**24 536**
Situation financière nette du Ministère	**(2 335 835) $**	**(1 667 881) $**

Obligations contractuelles (note 11)

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Naina Sloan, présidente
Vancouver (Canada)

Mona Luke, dirigeante principale des finances

Date

Date

Développement économique Canada pour le Pacifique

État des résultats et de la situation financière nette ministérielle (*non audité*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

	2026 Résultats prévus	2026	2025
Dépenses			
Croissance des entreprises	55 666 410 $	85 847 461 $	38 428 056 $
Innovation	26 050 498	52 566 052	17 469 531
Initiatives communautaires	9 885 792	19 280 118	12 980 622
Services aux entreprises	13 328 517	18 468 760	17 626 021
Services internes	10 004 820	11 442 347	11 523 085
Dépenses engagées au nom du gouvernement	4 080 874	(38 426 982)	(7 273 199)
Total des dépenses	**119 016 911**	**149 177 756**	**90 754 116**
Revenus			
Amortissement de l'escompte	289 966	0	2 546 553
Intérêt	840 365	1 535 856	897 644
Autre	28 843	10 913	31 625
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(1 159 174)	(1 546 769)	(3 475 822)
Total des revenus	**0**	**0**	**0**
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	**119 016 911**	**149 177 756**	**90 754 116**
Financement du gouvernement et transferts			
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada		(19 035 980)	31 705 286
Variation du montant à recevoir du Trésor		71 241 572	(24 437 575)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 12)		3 873 083	2 978 352
Transfert d'actifs et de passifs provenant d'autres ministères (note 13)		92 431 127	80 188 685
Financement du gouvernement et transferts		**148 509 802**	**90 434 748**
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts		**667 954**	**319 368**
Situation financière nette du Ministère – début de l'exercice		**(1 667 881)**	**(1 348 513)**
Situation financière nette du Ministère – fin de l'exercice		**(2 335 835) $**	**(1 667 881) $**

Information sectorielle (note 14)

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Développement économique Canada pour le Pacifique

État de la variation de la dette nette ministérielle (*non audité*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

	2026	2025
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	**667 954 $**	**319 368 $**
Variation due aux immobilisations corporelles		
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 10)	15 649	0
Total de la variation due aux immobilisations corporelles	**15 649**	**0**
Variation due aux charges payées d'avance	**28 370**	**(52 963)**
Augmentation nette (diminution) de la dette nette ministérielle	**711 973**	**266 405**
Dette nette du Ministère – début de l'exercice	**1 692 417**	**1 426 012**
Dette nette du Ministère – fin de l'exercice	**2 404 390 $**	**1 692 417 $**

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Développement économique Canada pour le Pacifique

État des flux de trésorerie (*non audité*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

	2026	2025
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	149 177 756 $	90 754 116 $
Élément sans effet sur la trésorerie		
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 12)	(3 873 083)	(2 978 352)
Écarts dans l'état de la situation financière :		
Augmentation (diminution) des comptes débiteurs et des avances	181 386	(110 549)
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	28 370	(52 963)
Diminution (augmentation) des comptes créditeurs et charges à payer	(71 903 742)	24 444 740
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et des congés compensatoires	(215 207)	(175 863)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs des employés	(15 982)	12 842
Transfert d'actifs d'autres ministères (note 13)	(92 431 127)	(80 188 685)
Trésorerie utilisée dans les activités de fonctionnement	**(19 051 629)**	**31 705 286**
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 10)	15 649	0
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	**15 649**	**0**
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	**(19 035 980) $**	**31 705 286 $**

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

1. Pouvoirs et objectifs

Le 6 août 2021, le gouvernement du Canada a lancé l'Agence de développement économique du Pacifique Canada (PacifiCan), en tant qu'agence de développement économique régional pour la Colombie-Britannique. L'Agence fonctionne en vertu de la *Loi sur la diversification de l'économie de l'Ouest canadien*, qui est officiellement entrée en vigueur le 28 juin 1988. Le ministre responsable de PacifiCan est également ministre de Logement, Infrastructure et Collectivités Canada.

Le mandat de PacifiCan consiste à développer et à diversifier l'économie de la Colombie-Britannique. Ce vaste mandat permet à PacifiCan de mettre en place toute une gamme d'initiatives en Colombie-Britannique et d'effectuer des investissements stratégiques pour tirer profit d'avantages régionaux compétitifs et favoriser la croissance de l'économie en Colombie-Britannique. Le Plan stratégique de PacifiCan contribue également aux priorités pangouvernementales et aux engagements énoncés dans les lettres de mandat des ministres.

PacifiCan a actuellement huit (8) points de service en Colombie-Britannique : à Vancouver, à Victoria, à Kelowna, à Prince George, à Cranbrook, à Fort St. John, à Prince Rupert, à Campbell River et à Surry, où se trouve l'administration centrale. Il y a également un bureau de liaison à Ottawa, en Ontario. Ainsi, l'Agence peut établir de solides partenariats avec des organisations économiques et communautaires, des établissements de recherche et d'enseignement universitaire, des peuples autochtones ainsi que les provinces et les municipalités. Ces relations aident PacifiCan à refléter les perspectives de la Colombie-Britannique dans le cadre de la prise de décisions à l'échelle nationale.

PacifiCan encourage la croissance et la diversification de l'économie de la Colombie-Britannique en favorisant l'innovation, en établissant des partenariats, en favorisant la croissance des entreprises, en renforçant les collectivités et en promouvant l'égalité des chances.

Les programmes suivants contribuent à l'atteinte du résultat stratégique de PacifiCan :

- **Innovation** : Les entreprises de la Colombie-Britannique sont novatrices.
- **Croissance des entreprises** : Les entreprises de la Colombie-Britannique sont compétitives et exportent leurs produits/services.
- **Services aux entreprises** : Les entreprises de la Colombie-Britannique ont accès à des services de consultation et à du capital.
- **Initiatives communautaires** : Les collectivités de la Colombie-Britannique disposent des infrastructures publiques et des programmes d'aide au redressement nécessaire pour stimuler la croissance économique.
- **Services internes** : Un soutien efficace et performant favorise l'obtention du résultat stratégique de l'Agence.

Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

2. Sommaire des principales conventions comptables

Ces états financiers sont préparés conformément aux conventions comptables du Ministère énoncées ci-après, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

(a) Autorisations parlementaires

PacifiCan est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties à PacifiCan ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers. Les montants des résultats prévus inclus dans les sections « Charges » et « Revenus » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans l'État des résultats prospectifs intégrés au Plan ministériel 2025-2026. Les montants des résultats prévus ne sont pas inclus dans la section « Financement du gouvernement et transferts » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle ni dans l'État de la variation de la dette nette ministérielle parce que ces montants n'ont pas été inclus dans le Plan ministériel 2025-2026.

(b) Encaisse nette fournie par le gouvernement

PacifiCan fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par PacifiCan est déposée dans le Trésor, et toutes les sorties de fonds faites par PacifiCan sont prélevées du Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement.

(c) Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser)

Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser) découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations du Ministère et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que PacifiCan a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs.

(d) Revenus

Les revenus sont constatés pendant la période au cours de laquelle survient l'événement qui a donné lieu aux revenus.

Les revenus qui ne peuvent être dépensés à nouveau ne peuvent servir à acquitter les passifs de PacifiCan. Bien que l'on s'attende à ce que l'administrateur général maintienne le contrôle comptable, il n'a pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à dépenser à nouveau. Par conséquent, les revenus non disponibles à dépenser à nouveau sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de l'entité.

(e) Charges

Les paiements de transfert sont passés en charges durant l'année où le transfert est autorisé et que le bénéficiaire répond aux critères d'admissibilité.

Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi.

Les services fournis gratuitement par d'autres ministères pour les locaux, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires, les services juridiques et les indemnités des employés sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur valeur comptable.

(f) Avantages sociaux futurs

I. Prestations de retraite : Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique (*Loi sur la pension de la fonction publique*), un régime de retraite multiemployeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de PacifiCan au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale de l'Agence découlant du régime. La responsabilité de PacifiCan relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.

II. Indemnités de départ : L'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour les groupes d'employés admissibles. L'obligation restante pour les employés qui n'ont tiré aucune indemnité est calculée à l'aide de l'information tirée des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.

(g) Instruments financiers

Un contrat qui crée un instrument financier engendre, lors de sa conclusion, des droits ou obligations d'obtenir ou de fournir des avantages économiques. Les actifs financiers et les passifs financiers rendent compte de ces droits et obligations dans les états financiers. PacifiCan comptabilise un instrument financier lorsqu'il devient partie à un contrat d'instrument financier.

Les instruments financiers comprennent les débiteurs et prêts en cours, ainsi que les comptes créditeurs et les charges à payer.

Tous les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au coût ou au coût amorti. Tous les coûts des opérations associés sont ajoutés à la valeur comptable lors de la comptabilisation initiale.

Voir la note 9 Gestion des risques pour de plus amples renseignements sur les risques liés aux instruments financiers de PacifiCan.

Les débiteurs et les prêts sont initialement comptabilisés au coût et, lorsqu'il est jugé nécessaire, sont ajustés pour refléter leurs conditions avantageuses. Les conditions avantageuses comprennent les cas où les prêts sont consentis à long terme, à faible taux d'intérêt ou sans intérêts. Les paiements de transfert qui sont remboursables sans condition sont comptabilisés comme des prêts. Lorsque nécessaire, une provision pour moins-value est comptabilisée afin de réduire la valeur comptable des débiteurs et des prêts à des montants qui correspondent approximativement à leur valeur de recouvrement nette.

(h) Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant la provision pour garanties, sont une obligation potentielle qui peut devenir une obligation réelle si un ou plusieurs événements futurs se concrétisaient. Si l'événement futur est susceptible de se concrétiser ou non et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, une provision est comptabilisée et une charge est comptabilisée dans les autres charges. Si la probabilité de l'événement ne peut être déterminée ou s'il est impossible d'établir une estimation raisonnable, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

En ce qui concerne les garanties, une provision est comptabilisée lorsqu'il est déterminé qu'une perte est probable, et le montant de la provision est estimé en tenant compte de la nature de la garantie, de l'historique des pertes et des conditions actuelles. La provision est révisée de façon continue, et les variations dans le montant de la provision sont passées en charges au cours de l'exercice où elles sont connues.

(i) Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui peuvent devenir des actifs réels si un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non, l'actif éventuel est présenté dans les notes afférentes aux états financiers.

(j) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés et divulgués au titre des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses dans les états financiers et les notes complémentaires au 31 mars. Les estimations reposent sur des faits et des circonstances et l'expérience historique et la conjoncture économique générale et rendent compte de la meilleure estimation du gouvernement concernant le montant connexe à la date des états financiers. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont les provisions pour créances douteuses, le passif au titre d'avantages sociaux futurs, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et l'escompte non amorti lié aux contributions remboursables sans condition.

Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

(k) Opérations entre entités apparentées

Les opérations entre entités apparentées, autres que les opérations interentités, sont comptabilisées à la valeur d'échange.

Les opérations interentités sont des opérations entre les entités sous contrôle commun. Les opérations interentités, autres que les opérations de restructuration, sont comptabilisées sur une base brute et sont évaluées à la valeur comptable, sauf pour ce qui suit :

i. Les services à recouvrements de coûts sont comptabilisés à titre de revenus et de dépenses sur une base brute et mesurés à la valeur d'échange.
ii. Certains services reçus gratuitement sont comptabilisés aux fins des états financiers ministériels à la valeur comptable.

Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

3. Autorisations parlementaires

PacifiCan reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de PacifiCan pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

(a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisées

	2026	2025
	(en dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	149 177 756 $	90 754 116 $
Ajustements pour les éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net mais pas sur les autorisations :		
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(3 873 083)	(2 978 352)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et des congés compensatoires	(215 207)	(175 863)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs des employés	(15 982)	12 842
Diminution (augmentation) des charges à payer non imputées aux autorisations	282 885	2 249 475
Remboursement des dépenses de l'exercice précédent	5 096 081	3 105 677
Autre	(701 507)	45 808
Total des éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais pas sur les autorisations	573 187	2 259 587
Ajustements pour les éléments n'ayant aucune incidence sur le coût de fonctionnement net mais ayant une incidence sur les autorisations :		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	15 649	0
Paiements de transfert à remboursement non conditionnel	56 685 830	43 586 084
Augmentation des avances aux employés	3 713	1 809
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	28 370	(52 963)
Total des éléments n'ayant aucune incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations	56 733 562	43 534 930
Autorisations de l'exercice en cours utilisés	**206 484 505 $**	**136 548 633 $**

Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(b) Autorisations fournies et utilisées

	2026	2025
	(en dollars)	
Autorisations fournies		
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	32 652 974 $	34 348 701 $
Crédit 5 – Paiements de transfert	179 887 185	105 093 598
Montants législatifs	3 140 240	2 980 802
Moins :		
Inutilisés : Fonds de fonctionnement	(3 762 809)	(1 001 142)
Inutilisés : Paiements de transfert	(5 433 085)	(4 873 326)
Autorisations de l'exercice en cours utilisés	**206 484 505 $**	**136 548 633 $**

Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

4. Créditeurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente les détails des créditeurs et des charges à payer de PacifiCan :

	2026	2025	
	(en dollars)		
Comptes créditeurs – autres ministères et organismes gouvernementaux	523 077 $	1 086 653	$
Comptes créditeurs – parties externes	121 926 767	51 408 850	
Total des comptes créditeurs	122 449 844	52 495 503	
Charges à payer	2 632 096	682 695	
Total des comptes créditeurs et charges à payer	**125 081 940 $**	**53 178 198**	**$**

Dans le Budget de 2025, le gouvernement a annoncé des mesures économiques devant être mises en œuvre par les ministères d'ici 2028-2029. En conséquence, PacifiCan a inclus au 31 mars 2026, une obligation au titre des indemnités de cessation d'emploi d'un montant de 655 693 $ (0 $ en 2024-2025) à titre de charges à payer afin de refléter les coûts estimatifs liés au réaménagement des effectifs.

Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

5. Revenus

Les principaux types de revenus de PacifiCan sont les suivants : amortissement d'escomptes, intérêts, autre et revenus gagnés pour le compte du gouvernement. L'amortissement d'escomptes, les intérêts, les autres frais et droits et les revenus divers sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Les services aux autres ministères et le gain sur la cession d'actifs autres que des immobilisations sont comptabilisés lorsque les obligations d'exécution sont remplies.

	2026	2025
	(en dollars)	
Revenus		
Amortissement de l'escompte (sans contrepartie)	0 $	2 546 553 $
Intérêt (sans contrepartie)	1 535 856	897 644
Autre		
Autres frais et charges (sans contrepartie)	10 905	31 620
Divers (sans contrepartie)	8	5
Total (autre)	10 913	31 625
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement (avec contrepartie et sans contrepartie)	(1 546 769)	(3 475 822)
Total des revenus	**0** $	**0** $

Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

6. Avantages sociaux futurs

a) Prestations de retraite

Les employés de PacifiCan participent au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de services ouvrant droit à pension multipliée par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées en fonction de l'inflation.

Les employés ainsi que PacifiCan versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au Plan d'action économique 2012, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le régime depuis du 1er janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

Le montant des charges de 2025-2026 s'élève à 1 968 759 $ (1 906 150 $ en 2024-2025). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,01 fois (1,02 fois en 2024-2025) les cotisations des employés et, pour les membres du groupe 2, à environ 1,00 fois (1,00 fois en 2024-2025) les cotisations des employés. La responsabilité de PacifiCan relative au Régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers consolidés du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

b) Indemnités de départ

Les indemnités de départ accordées aux employés de PacifiCan étaient basées sur l'admissibilité de l'employé, les années de service et le salaire au moment de la cessation d'emploi. Par contre, depuis 2011, l'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a progressivement cessé pour la quasi-totalité des employés. Les employés assujettis à ces changements ont eu la possibilité d'être payés immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Au 31 mars 2018, pratiquement tous les paiements avaient été effectués. Ces indemnités ne sont pas capitalisées et, par conséquent, les remboursements de l'obligation en cours seront prélevés sur les autorisations futures.

Les changements dans les obligations durant l'année sont les suivants :

	2026	2025
	(en dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées – début de l'exercice	**382 523 $**	**395 365 $**
Dépenses pour l'année	91 701	(8 020)
Prestations versées au cours de l'année	(75 719)	(4 822)
Obligation au titre des prestations constituées – fin de l'exercice	**398 505 $**	**382 523 $**

Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

7. Débiteurs et avances

Le tableau ci-dessous présente les détails des comptes débiteurs et des soldes des avances de PacifiCan :

	2026	2025
	(en dollars)	
Comptes débiteurs – Autres ministères et organismes gouvernementaux	32 054 $	54 439 $
Comptes débiteurs – Parties externes	214 058	39 149
Avances aux employés	32 303	3 441
Sous-total	278 415	97 029
Comptes débiteurs bruts	**278 415 $**	**97 029 $**
Comptes débiteurs détenus au nom du gouvernement	0	0
Comptes débiteurs nets	**278 415 $**	**97 029 $**

Des avances aux employés totalisant 32 919 $ ont été transférées d'autres ministères à PacifiCan durant l'exercice 2025-2026 (1 633 $ en 2024-2025). Consulter la note 13 pour obtenir de plus amples détails.

Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

8. Prêts

Le tableau suivant présente les détails des soldes des prêts et des contributions remboursables sans condition de PacifiCan :

	2026	2025
	(en dollars)	
Prêts		
Contributions remboursables sans condition	275 627 141 $	82 660 485 $
Intérêts courus – paiements de transfert à remboursement sans condition	4 144 714	1 542 910
Moins : escompte non amorti	(20 672 043)	(1 788 590)
Sous-total	259 099 812	82 414 805
Paiements de transfert recouvrables	6 174 173	3 289 417
Sous-total	265 273 985	85 704 222
Moins : provision pour irrécouvrabilité	(150 562 060)	(42 300 478)
Prêts bruts	**114 711 925**	**43 403 744**
Prêts détenus au nom du gouvernement	(114 711 925)	(43 403 744)
Prêts nets	**0 $**	**0 $**

Paiements de transfert à remboursement non conditionnel

Les contributions remboursables sans condition correspondent à 182 prêts non productifs d'intérêt émis entre les années 2022 et 2026, et comportant des modalités de remboursement prescrites. Les prêts sont consignés à leur valeur actualisée nette tenant compte du taux d'intérêt du marché au moment de l'octroi du prêt. Une provision de 141 861 427 $ (38 220 998 $ en 2024-2025) a été constatée.

En ce qui concerne l'intérêt facturé sur les paiements de transfert à remboursement non conditionnel, une provision de 3 291 614 $ (1 243 935 $ en 2024-2025) a été constatée.

Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

9. Gestion du risque

PacifiCan est exposée aux risques suivants en raison de son utilisation d'instruments financiers : risque de crédit, risque de marché et risque de liquidité.

(a) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque qu'une contrepartie manque à ses obligations contractuelles, entraînant une perte financière.

L'exposition maximale de PacifiCan au risque de crédit au 31 mars 2025 et au 31 mars 2024 correspond à la valeur comptable de ses actifs financiers.

PacifiCan a déterminé qu'il n'y a pas de concentration importante de risque de crédit lié aux débiteurs de parties externes. Une analyse de l'ancienneté de ces actifs financiers et des provisions pour moins-value associées utilisées afin de refléter ces comptes à leur valeur recouvrable nette est présentée à la note 7.

PacifiCan assume intentionnellement le risque de contrepartie lié à certains prêts en cours à des conditions avantageuses afin de soutenir divers objectifs stratégiques. Des provisions pour moins-value sont appliquées en conséquence pour refléter ces comptes à leur valeur recouvrable nette, comme l'explique la note 8.

(b) Risque lié au marché

Il s'agit du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le risque lié au marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix.

i) Risque de change

Il s'agit du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du taux de change.

PacifiCan a déterminé qu'il n'y a pas de concentration importante du risque de change lié aux instruments financiers libellés en devises étrangères.

ii) Risque de taux d'intérêt

Il s'agit du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Les contributions à remboursement non conditionnel de PacifiCan et les paiements de transfert recouvrables sont des instruments ne portant pas intérêt. Bien que la juste valeur de ces instruments financiers soit touchée par les variations des taux d'intérêt du marché, il n'y a aucune incidence sur les états financiers de PacifiCan puisque ces éléments sont évalués au coût ou au coût amorti.

iii) Autre risque de prix

L'autre risque de prix est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché, autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change, que ces variations soient causées par des facteurs propres

à l'instrument en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs touchant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché.

(c) Risque de liquidité

Il s'agit du risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à des passifs financiers.

Comme le financement des passifs financiers de PacifiCan provient du Trésor public, son exposition au risque de liquidité est totalement atténuée.

Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

10. Immobilisations corporelles

(en dollars)

	Coût					Amortissement cumulé					Valeur comptable nette	
Catégorie d'immobilisations	Solde d'ouverture	Acquisitions	Adjustments	Aliénations et radiations	Solde de clôture	Solde d'ouverture	Amortisse-ment	Adjustments	Aliénations et radiations	Solde de clôture	2026	2025
Matériel et outillage	0 $	15 649 $	0 $	0 $	15 649 $	0 $	0 $	0 $	0 $	0 $	15 649 $	0 $
Total	**0 $**	**15 649 $**	**0 $**	**0 $**	**15 649 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**	**15 649 $**	**0 $**

Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

11. Obligations contractuelles

Par leur nature, les activités de PacifiCan peuvent donner lieu à des obligations et à des contrats pluriannuels de grande envergure en vertu desquels PacifiCan sera tenu d'effectuer des paiements pour mettre en œuvre ses programmes de paiements de transfert ou pour l'acquisition de biens ou de services. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2027	2028	2029	2030	À partir de 2031	Total
			(en dollars)			
Paiements de transfert						
Programme de développement économique du Pacifique	10 274 301 $	0 $	0 $	0 $	0 $	10 274 301 $
Programme de développement des collectivités	4 897 159	1 313 250	200 000	0	0	6 410 409
Programme de croissance par l'innovation régionale (connu sous le nom de programme Croissance économique régionale par l'innovation)	70 024 708	27 172 279	3 519 486	760 000	0	101 476 473
Programme Lytton Business Restart	361 502	129 261	0	0	0	490 763
Total	**85 557 670 $**	**28 614 790 $**	**3 719 486 $**	**760 000 $**	**0 $**	**118 651 946 $**

Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

12. Opérations entre entités apparentées

En vertu du principe de propriété commune, PacifiCan est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Les entités apparentées incluent également les membres clés de la direction ou les membres de la famille proche de ces personnes ainsi que les entités contrôlées en tout ou en partie par un membre clé de la direction ou un membre de la famille de cette personne.

PacifiCan conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

(a) Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, PacifiCan a reçu gratuitement des services de certaines organisations de services communs relatifs aux locaux et aux cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires. Ces services gratuits ont été constatés à la valeur comptable comme suit dans l'état des résultats et de la situation financière nette de PacifiCan :

	2026	2025
	(en dollars)	
Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires	2 200 684 $	1 938 348 $
Hébergement	1 659 847	1 040 004
Services juridiques	12 552	0
Total	**3 873 083 $**	**2 978 352 $**

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficience et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paie et d'émission des chèques offerts par Services publics et Approvisionnement Canada ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, ne sont pas inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette de PacifiCan.

(b) Autres opérations avec d'autres ministères et organismes gouvernementaux

	2026	2025
	(en dollars)	
Comptes débiteurs	32 054 $	54 439 $
Comptes créditeurs	523 077	1 086 653
Dépenses	3 761 399	7 891 894

Les dépenses inscrites à la section (b) n'incluent pas les services communs fournis gratuitement qui sont inscrits dans la section (a).

Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

13. Transferts en provenance et à destination d'autres ministères

	2026	2025
	(en dollars)	
Actifs		
Comptes débiteurs et avances (note 7)		
Transférés de Pêches et Océans	(2 865) $	0 $
Transférés de Service correctionnel Canada	(30 800)	0
Transférés d'Affaires mondiales Canada	0	(1 633)
Transférés de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada	(92 397 462)	(80 187 052)
Ajustement de la situation financière nette du ministère	**(92 431 127) $**	**(80 188 685) $**

Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

14. Information sectorielle

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur la responsabilité essentielle de PacifiCan et sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 2 « Sommaire des principales conventions comptables ». Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés pour les principales responsabilités essentielles, par principaux articles de dépenses et types de revenus. Voici les résultats de chaque segment pour la période :

	Croissance des entreprises	Innovation	Initiatives communautaires	Services aux entreprises	Services internes	2026 Total	2025 Total
Paiements de transfert							
Organismes sans but lucratif	30 722 434 $	38 012 209 $	17 789 488 $	12 711 737 $	0 $	99 235 868 $	53 576 190 $
Autres niveaux de gouvernement au Canada	12 471	0	282 737	0	0	295 208	138 583
Industrie	30 694 276	4 419 273	560 891	156 268	0	35 830 708	361 267
Individus	0	0	231 616	0	0	231 616	212 576
Conditions de paiement de transfert remplies	(1 299 161)	0	(2 964 267)	0	0	(4 263 428)	(2 966 320)
Dépenses engagées au nom du gouvernement	(14 165 691)	(4 219 273)	(342 221)	(156 268)	0	(18 883 453)	(32 560)
Total des paiements de transfert	45 964 329	38 212 209	15 558 244	12 711 737	0	112 446 519	51 289 736
Dépenses d'exploitation							
Créances estimées irrécouvrables	16 686 548	2 622 136	(2 466 757)	2 701 602	0	19 543 529	7 240 639
Salaires et avantages sociaux des employés	7 083 657	5 171 174	4 552 371	2 256 953	9 294 440	28 358 595	27 181 710
Services professionnels et spéciaux	1 061 303	1 100 066	652 509	402 192	1 019 258	4 235 328	8 615 011
Acquisition de matériel et d'outillage	29 092	95 038	16 919	5 578	22 050	168 677	577 482
Hébergement	428 241	340 269	270 555	149 385	471 397	1 659 847	1 040 004
Transport et communication	101 700	89 568	153 238	20 322	214 587	579 415	929 160
Location	103 238	102 512	149 250	36 013	222 332	613 345	586 661
Services publics, fournitures et approvisionnements	9 819	15 563	7 680	4 552	23 966	61 580	46 468
Information	154 779	549 359	6 606	3 589	47 501	761 834	366 430
Réparations et entretien	0	0	0	0	0	0	0
Amortissement des immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0
Autre	59 064	48 885	37 282	20 569	126 816	292 616	121 454
Dépenses engagées au nom du gouvernement	(16 686 548)	(2 622 136)	2 466 757	(2 701 602)	0	(19 543 529)	(7 240 639)
Dépenses de fonctionnement totales	9 030 893	7 512 434	5 846 410	2 899 153	11 442 347	36 731 237	39 464 380
Total des dépenses	54 995 222	45 724 643	21 404 654	15 610 890	11 442 347	149 177 756	90 754 116
Revenus							
Intérêt	0	0	1 535 856	0	0	1 535 856	897 644
Autre	0	0	10 913	0	0	10 913	31 625
Amortissement de l'escompte	0	0	0	0	0	0	2 546 553
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	0	0	(1 546 769)	0	0	(1 546 769)	(3 475 822)
Total des revenus	0	0	0	0	0	0	0
Coût net des activités continues	**54 995 222 $**	**45 724 643 $**	**21 404 654 $**	**15 610 890 $**	**11 442 347 $**	**149 177 756 $**	**90 754 116 $**

Résumé de l'évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne des rapports financiers et du plan d'action de Développement économique Canada pour le Pacifique pour l'exercice 2025–2026 (non audité)

Annexe à la Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers de PacifiCan pour l'exercice 2025-2026 (non auditée)

1. Introduction

Afin de maintenir l'efficacité du système de contrôle interne, Développement économique Canada pour le Pacifique (PacifiCan) évaluera ses mécanismes de contrôle financier pour s'assurer :

- que les ententes financières ou les contrats sont conclus seulement si le financement est adéquat;
- que le paiement des biens et des services est effectué uniquement après réception des biens et services ou que les conditions des contrats ou autres ententes ont été remplies;
- que les paiements seront autorisés comme il se doit.

PacifiCan tirera parti des résultats des exercices d'auto-évaluation prévus en plus des audits périodiques des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général.

2. Résultats de l'évaluation pour l'exercice 2025–2026

Les contrôles existants relatifs au paiement des biens et services et à l'autorisation de paiement ont continué à bien fonctionner et constitueront une base adéquate pour le système prévu de contrôle interne de l'Agence durant les années à venir.

Pour l'exercice 2025–2026, PacifiCan a mené à bien le processus de risque et de conformité (PRC) du Secrétariat du Conseil du Trésor, complété par des évaluations des contrôles internes portant sur les paiements de transfert. Les résultats du PRC ont été présentés à la présidente de PacifiCan le 3 février 2026, afin que la haute direction soit pleinement informée du rendement de l'Agence en matière de risques et de contrôles internes, ainsi que de sa situation en matière de conformité.

Durant l'année en cours, aucun contrôle important n'a été modifié de manière importante et n'a nécessité aucune réévaluation.

3. Plan d'évaluation

PacifiCan prévoit de surveiller le rendement de son système de contrôle interne, en se concentrant sur les contrôles de base liés à la gestion financière et aux rapports financiers.